

# Laïcité, la question du sens, un projet commun et partagé



Tribune parue dans le hors série de la revue Communes, départements & régions de France de mai 2015

Les tragiques événements du mois de janvier ont révélé la gravité des fractures qui fissurent notre société. Si le pays est en guerre, il l'est surtout avec lui-même, du fait des ségrégations multiples qu'il génère depuis des décennies, ce sont deux France qui s'éloignent ostensiblement l'une de l'autre. Cette fracture territoriale et sociale se double d'une crise identitaire douloureuse, car existentielle, concernant en premier lieu ceux se sentant rejetés et exclus de la communauté nationale. Les jeunes issus de l'immigration ont toujours autant de difficulté à trouver une place dans la société, et à

intégrer les valeurs d'une République qui n'est égalitaire qu'en apparence et discriminatoire au quotidien. Le non respect de la minute de silence qui a tant fait débattre, bien évidemment condamnable, n'est que la conséquence de cette réalité sociale trop longtemps ignorée.

La laïcité, hier considérée comme ringarde par beaucoup, a pris une autre dimension depuis le 7 janvier ; encore ne devons nous pas la réduire à un concept fourre tout, vide de contenu et entretenir une ambiguïté qui ne satisfait plus personne. Pour certains elle constitue une forteresse destinée à nous « protéger » de l'Islam, pour d'autres transmettre les valeurs républicaines est inutile.

Rappelons à toutes fins utiles que la laïcité constitue toujours une quasi «anomalie» en Europe, le mot n'existe ni en anglais, ni en allemand, et suscite à l'étranger beaucoup d'incompréhension.

## **Valeurs à partager**

Comment exiger des enseignants qu'ils soient des "passeurs de valeurs" pour remplir une mission que la société a désertée depuis des lustres, pour laquelle ils n'ont pas été formés et dont les contours changent à chaque nouveau Ministre de l'Education ?

Les professeurs comme les éducateurs se retrouvent de fait totalement démunis ; si dans une salle des professeurs on demande à chacun de définir concrètement ce qu'il entend par laïcité, les copies risquent fort d'être différentes !

L'école doit retrouver son rôle de creuset de citoyenneté républicaine autour de la laïcité, qui doit redevenir véritable «fabrique à faire du commun» ; elle n'est cependant pas un talisman immuable et s'adapte au fil du temps comme à l'évolution de la société.

Au delà des manifestations d'appartenance religieuse est posée la question essentielle de la transmission des valeurs communes à partager, problématique majeure concernant l'ensemble d'une société en panne d'intégration. La France de 2015 n'est plus celle de 1905, notre pays abrite désormais les plus importantes communautés islamiste et juive d'Europe, situation qui pose nécessairement la problématique des relations entre religion(s) et Etat. Cette question s'est posée à un moment donné à tous les cultes ; aucun ne se révélant spontanément laïque et tous ont eu besoin d'un temps nécessaire d'adaptation plus ou moins long (un siècle pour la seule église catholique).

Si la loi n'interdit pas aux cloches des églises de sonner, elle en précise les conditions ; faut il rappeler que ces dernières sont entretenues par les collectivités, contrairement aux autres lieux de culte, ce qui pose tout de même un sérieux problème d'équité républicaine !

La France doit s'interroger sur sa relation particulière à l'Islam, et assumer enfin cette religion avec raison, dignité et respect, en arrêtant de la sous traiter avec l'étranger, que ce soit l'Arabie Saoudite, le Qatar ou d'autres états. Nous avons le plus grand besoin d'un Islam de France, afin de remplacer celui des caves, des émirats et des obscurantistes en provenance directe des califats. Imams comme aumôniers musulmans des prisons doivent être recrutés, formés en France et parler notre langue, c'est un minimum ! Il n'existe toujours pas aujourd'hui au niveau national de communauté musulmane organisée, et d'autorité religieuse reconnue de tous, absence préjudiciable se traduisant par un manque de régulation, de médiation mais aussi de transparence sur les modes de financement.

L'Islam n'est présent en France que depuis peu, rappelons le et intégrons que ce culte, comme tous les autres avant lui, doit «se formater à la laïcité à la française » et adapter ses pratiques ; encore la République doit proposer un cadre concret et non un « entre deux » pour le moins ambiguë.

Nous devons veiller à protéger la liberté de croire ou non, défendre la liberté d'expression, dans toute sa plénitude, réprimer tout acte raciste, anti sémite ou islamophobe mais il nous faut également fixer des repères clairs permettant de définir le cadre d'une laïcité adaptée à la France d'aujourd'hui, multiculturelle et

multiconfessionnelle, aux règles de vie partagées et respectées de tous. Ne pas agir dans ce sens est faire le lit du communautarisme.

Les attentats de janvier dernier, quelque soit leurs motivations, doivent interpeller notre société en profondeur sur sa capacité à proposer des perspectives de monde meilleur aux jeunes générations afin de résoudre la grave crise spirituelle que ces générations traversent. La question du sens est centrale, on ne peut réduire le projet de toute une vie à l'amélioration de la compétitivité, de la croissance ou à la seule réduction des déficits, aussi efficace soit elle. Les douleurs humaines ne sont pas virtuelles, mais concrètes et ressenties comme telles.

L'homme a besoin de foi, au sens laïc et philosophique du terme, pour être en capacité d'aller de l'avant et de se projeter dans l'avenir, il a également besoin de liens sociaux et de se retrouver dans un projet commun et partagé avec d'autres ... C'est cette foi en un avenir meilleur qui lui a permis de s'élever puis d'entamer sa longue marche, pas à pas.

La nature a horreur du vide, y compris spirituel. Si rien n'est proposé, le pire peut arriver, d'autant que les jeunes générations sont conditionnées dès le plus jeune âge à la violence la plus extrême, souvent virtuelle, ou l'on oublie que le sang est douleur, que le sang est malheur, que le sang est terreur.

Se poser la question de la laïcité, s'est s'interroger avant tout, sur la question du sens à donner à une société qui en manque cruellement, et qui peine « à faire corps ».

Se poser la question de la laïcité c'est surtout et plus que tout proposer une vision du monde et de l'humain, une vision bâtie autour de l'émancipation, du respect d'autrui, dans ce qu'il est et ce qu'il pense, « délimitation profonde entre temporel et spirituel »<sup>1</sup>.

Jean Michel Morer

Maire de Trilport

Président de l'Union Départementale des Elus Socialistes & Républicains de Seine et Marne

---

<sup>1</sup> « La grande idée, la notion fondamentale de l'Etat laïque, c'est à dire la délimitation profonde entre le temporel et le spirituel, est entrée dans nos mœurs de manière à ne plus en sortir. » Ferdinand Buisson, *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction publique*, 1887